

DELIBERATION N° 2017-43

**SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS**

DU 23 JUIN 2017

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE NICE SOPHIA ANTIPOLIS

Vu le Code de l'Education, notamment ses articles L 711.1 et suivants,
Vu les Statuts de l'UNS,
Vu le Règlement intérieur de l'UNS, notamment l'article 23,
Vu l'arrêté n°22-2017 portant délégation de signature à M. TRIC, vice-président du Conseil d'administration en date du 22 mars 2017,
Vu l'arrêté n°51-2016 portant délégation de signature à M. TRIC, vice-président du Conseil d'administration et M. WANNER, Directeur général des services, en date du 20 avril 2016,
Vu code de l'éducation, notamment articles D. 612-19 à D. 612-29 ; décret n° 2013-924 du 17-10-2013 modifié ; arrêté du 23-11-1994 modifié, notamment article 5 ; arrêtés du 23-3-1995 ; arrêté du 7-1-1998 ; avis du CSE du 10-4-2015 ; avis du Cneser du 13-4-2015,
Vu le relevé de conclusions de la CFVU du 8 juin 2017,
Vu l'ensemble des pièces transmises aux membres,

Entendu l'exposé de Madame Sophie RAISIN, Vice-présidente de la Commission Formation et Vie Universitaire du conseil académique,

VALIDE la création d'un parcours « Classe Préparatoire d'Adaptation de Techniciens Supérieurs - Licence 3 Administration Economique et Sociale » CT ATS – L3 AES, de l'ISEM en partenariat avec le Lycée Audiberti selon la convention d'application telle que présentée en séance.

Cette délibération est adoptée à la majorité des voix et quatre abstentions.

Membres en exercice : 36
Quorum : 18
Présents et représentés : 25

Fait à Nice, le 3 juillet 2017

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2017-43

TRANSMISE AU RECTEUR :

- 4 JUIL. 2017



Emmanuel TRIC

Président de l'UNS

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DELIBERATION :

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de délibération à caractère réglementaire.